

**POUR UNE POLITIQUE DU  
COMMUN DU PEUPLE  
Conférence à la Sorbonne le  
16 octobre 2018**

---

FOR A COMMON PEOPLE POLICY

Conference at the Sorbonne on October 16, 2018

**DESC**  
DIREITO, ECONOMIA &  
SOCIEDADE CONTEMPORÂNEA

# POUR UNE POLITIQUE DU COMMUN DU PEUPLE

## Conférence à la Sorbonne le 16 octobre 2018

FOR A COMMON PEOPLE POLICY  
Conference at the Sorbonne on October 16, 2018

---

**Jacques Bidet**

Université Paris X  
j.bidet@wanadoo.fr

---

**Résumé:** Néolibéralisme et crise du marxisme. La question écologique. Structure de classe et Système-monde, tabou structurel et tabou systémique. Capitalistes, compétents et classe populaire, duel triangulaire. Régime d'hégémonie. Etat-monde. Appareils d'État mondiaux. Commun du peuple.

**Mots-clés:** Néolibéralisme. Crise du marxisme. Écologie. Commun du peuple.

**Abstract:** Neoliberalism and crisis of Marxism. The ecological question. Class Structure and System-World, Structural Taboo and Systemic Taboo. Capitalists, competent and popular class, triangular duel. Hegemony regime. State-world. Global state apparatus. Common people.

**Keywords:** Neoliberalism. Crisis of Marxism. Ecology. Common people.

L'émergence du néolibéralisme dans les années 70 du siècle dernier a déclenché, au sein du marxisme, une catastrophe dont il ne s'est pas relevé. Sa faiblesse pratique se manifeste devant la dérive écologique, qui est désormais la question politique centrale. Comment le commun du peuple, auquel s'adressait l'appel «Prolétaires de tous les pays... !», pourrait-il reprendre l'initiative à l'échelle du monde? Tout est à reconstruire. Mais comment?

Je partirai de la crise actuelle du marxisme. Bien sûr le marxisme a toujours été en crise. Il ne s'est développé qu'à travers des crises successives. Mais on peut se demander si celle-ci n'est pas la crise terminale.

Je la situerai à l'approche des années 80 du siècle dernier. Dans la décennie qui précède, aux yeux des marxistes du moins, «le fond de l'air était rouge», dans la convergence de grandes luttes sociales, socialistes, anticoloniales et féministes. Mais au moment où le néolibéralisme vient à s'affirmer à l'échelle mondiale, tout ce qui ressemble à des partis, à des revendications

ou des perspectives «marxistes», sans parler de régimes, semble s'écrouler comme château de carte. Il y a des résistances bien sûr, et des luttes incessantes. Mais il n'y a plus d'*horizon*.

Aujourd'hui pourtant, dans les années que nous vivons, quelque chose semble avoir changé. On a même pu lire voici quelques jours, dans *Le Monde*, «grand journal du soir qui fait autorité», selon l'expression reçue, en première page et en lettres géantes, ce titre de dossier *Le capitalisme va-t-il disparaître?* Les réponses étaient assez floues, certes. Mais la question commence à être posée publiquement. Et la raison en est qu'il devient de plus en plus clair que le capitalisme détruit la nature. En ce sens, l'écologie est venue réveiller le marxisme.

On découvre à cette occasion qu'il existe, dans l'approche de Marx, face à la question écologique, des ressources théoriques et pratiques inexploitées. Le problème, me semble-t-il, est que le marxisme, dans sa version commune – ce que j'appelle le «marxisme commun» – n'est pas vraiment préparé aux tâches qui l'attendent. Non pas parce qu'il serait une doctrine du passé, une théorie tout juste bonne pour le XX<sup>e</sup> siècle. Ses carences et ses erreurs, en réalité, sont originaires. Elles concernent, d'une part, sa théorie de la *structure* de classe au sein de l'État-nation moderne et, d'autre part, sa théorie du *Système*-monde moderne. Elles relèvent, en ce sens, tout à la fois du *structurel* et du *systemique*. Ce couple structure/système, ainsi compris, articule toute analyse réaliste de la société moderne.

Ses carences dont je vais parler ne sont pas aisées à identifier, c'est parce qu'elles sont de l'ordre du *tabou*. D'une part, un *tabou structurel*, portant sur la structure de classe. D'autre part, un *tabou systemique*, portant sur le *Système*-monde.

Deux parties donc, l'une sur la structure de classe, l'autre sur le *Système*-monde. Plus une troisième, qui introduit un concept inédit celui de «Nation-monde».

### **Première partie. La structure moderne de classe et son tabou**

Marx, comme on le sait, analyse les rapports de classe comme des rapports d'exploitation et de domination, reliant l'une à l'autre. On est *exploité* lorsque l'on est contraint de travailler gratuitement pour autrui. Plus précisément, lorsqu'un rapport de force à l'échelle sociale contraint à travailler plus longtemps que le temps de travail requis pour la production de ce que l'on consomme. Marx compare trois situations historiques. Dans l'esclavage, la chose est claire. De même aussi dans le servage, où l'on voit distinctement la part du produit qui est destinée au maître. Dans le capitalisme, exploitation reste invisible, puisque le salariat se donne pour un rapport d'échange entre l'employeur et l'employé. Dans les trois cas, on est exploité parce qu'on est contraint à travailler plus longtemps que le temps de travail requis pour la production de ce que l'on consomme. Marx a ainsi élaboré un concept *général* d'exploitation, qui donc est valable pour toute société *particulière*, la nôtre par exemple. Et c'est là précisément que, lors-

qu'on observe le «marxisme commun», une surprise nous attend, sous la forme d'un tabou, un premier tabou: le tabou *structurel*. À condition bien sûr, que nous sachions le discerner.

Voyons donc ce qu'il en est de la structure de classe dans la forme moderne de société, dans le type de société que Marx désigne comme «moderne», ou «bourgeoise». La société moderne s'entend comme celle qui se réfère à un gouvernement sous l'égide de la *raison* commune. Marx a clairement établi que cette «raison», qui se reconnaît dans le discours du «contrat social», ne peut, en réalité, prétendre assurer la coordination rationnelle de la production qu'en se relayant dans ce qu'il appelle les deux «médiations», à savoir le marché et l'organisation. Et il a reconnu que ces deux médiations rationnelles fonctionnent comme des *facteurs de classe* qui s'articulent dans le *rapport moderne de classe*. Mais il n'a pas correctement traité ces questions. On le voit dans la perspective historiciste qui le guide, et va guider ceux qui vont se réclamer de lui: celle d'une voie révolutionnaire conduisant du marché capitaliste à l'organisation socialiste. On en perçoit aujourd'hui les limites. La crise du marxisme, la grande crise actuelle du marxisme commun, se rattache, me semble-t-il, à cette erreur historiciste. Il faut donc reconsidérer l'hypothèse.

L'erreur de Marx dans *Le Capital*, selon mon analyse, tient à ce qu'il définit la classe dominante comme une «classe capitaliste», alors qu'elle se compose en réalité de deux volets, de deux pôles: celui des capitalistes, maîtres du marché, et celui de ceux que je désigne, on verra quel sens, comme les «compétents», maîtres de l'organisation. Le paradoxe est que Marx avait lui-même élaboré les outils conceptuels pour traiter correctement cette question, et que cependant il n'y est pas parvenu. On tentera donc de rectifier, et aussi d'expliquer ce paradoxe.

Parlons d'abord des capitalistes.

Commençons par ce qui est le point fort de Marx en la matière. Il figure au chapitre 5 du Livre 1 du *Capital*. C'est-à-dire au chapitre 7 dans sa version française. En l'occurrence, comme souvent, c'est celle-ci qu'il faut prendre considération, car elle corrige la version allemande dans les intitulés des 2 paragraphes qui constituent ce chapitre. Ce qui en clarifie le sens. Ce point fort reste pourtant inaperçu par le marxisme commun. Il s'exprime dans l'opposition entre la production *en général*, qui est production de valeurs d'usage, et la production *capitaliste*, qui est production de plus-value. Marx entend par là que la logique du capitalisme n'est pas la production de *valeurs d'usage*, qui sont des richesses concrètes, mais la production d'une richesse abstraite, la *plus-value*. Le capitaliste doit certes faire produire des valeurs d'usage pour produire des marchandises, et faire produire et vendre des marchandises s'il veut faire de la plus-value. Mais, en toute rigueur, son objectif est strictement l'obtention d'une plus-value, quelles qu'en soient les conséquences sur les humains et sur la nature. C'est là la thèse *écologique fondatrice* de Marx, par laquelle il pose les fondements de l'écologie politique. Si

Marx n'est pas « productiviste », comme le disent ceux qui n'ont rien compris, c'est parce qu'il déconstruit le concept même de « production ». Les capitalistes produisent n'importe quoi, au prix de n'importe quelle destruction, pourvu que cela leur rapporte de la plus-value. Telle est du moins leur logique propre, pour autant qu'ils sont laissés à eux-mêmes. C'est à partir de là que l'on peut comprendre ce qu'il en est du rapport moderne de classe.

Pour le reste, s'agissant du « capitalisme –, ce terme désignant aujourd'hui ce que Marx appelait « mode de production capitaliste » –, je n'en dirai pas davantage. Car cette théorie du *capitalisme* est ce que Marx a le plus lumineusement élaboré et que la tradition marxiste a le mieux reconnu. Et c'est elle qui se développe aujourd'hui dans l'étude marxiste du néolibéralisme, de la domination du capital financier, de son extractivisme destructeur, etc.

Je ne dirai rien de plus sur les capitalistes. Je me bornerai à *compléter* le tableau de la structure de classe.

Venons-en donc à l'autre pôle de la classe dominante, que je désigne comme celui des « compétents ».

Supposons que ce que je viens de rappeler concernant la logique des capitalistes est exact. Il s'en déduit qu'une classe *dominante* qui ne serait faite que de capitalistes, ne pourrait être une classe *dirigeante* – pour reprendre le couple gramscien classe dominante / classe dirigeante. Elle irait d'emblée au chaos. Mais elle comporte autre volet, un autre pôle: celui que des auteurs comme Foucault et Bourdieu nous ont appris à mieux reconnaître dans les dimensions d'une alternative à l'ordre marchand. Marx l'avait du reste bien établi, mais, on l'a vu, il en a fait un usage *historiciste*, selon une trajectoire qui irait du marché à l'organisation. Ces auteurs, qui sont aussi des héritiers de Marx, ont pour une part rectifié le tableau. Ils ont tenté d'identifier l'autre facteur de classe, en le désignant comme « savoir-pouvoir » ou comme « capital culturel ». Je parle pour ma part de « compétence », en désignant par là, dans l'esprit de Weber, ces modalités de *savoir* qui donnent *autorité*. *Autorité compétente* donc. La classe dominante, donc, rassemble, d'un côté, ceux qui ont des privilèges reconnus de *propriété* sur le marché et, de l'autre, ceux qui ont des privilèges reconnus de *compétence* dans l'organisation sociale. Ces privilèges de compétence sont ceux qui donnent accès aux positions de direction et d'expertise, donc aussi de pratique « experte » à tous les niveaux. C'est dans ces conditions que la classe *dominante* peut être classe *dirigeante*.

C'est là une vaste question, que je n'aborderai que sous l'angle du *tabou*: du tabou structurel d'exploitation. D'une part, les compétents sont bien des *exploiteurs*. Mais non pas dans une perspective de plus-value. Il s'agit d'une exploitation *de statut*. Ils sont, au sein de la société moderne, dans un *rapport de force* qui leur permet de s'assurer, comme naguère les nobles, d'un certain « style de vie » impliqué par l'exercice de l'autorité compétente qui est la leur, et

de se reproduire en position dominante. Bref, si l'on prend l'analyse de Marx au sérieux, il n'y a pas d'*inégalité* sociale, mais seulement des rapports d'*exploitation*. Reconnaissons que cela est fort douloureux pour les compétents. Le marxisme commun ne connaît que «*l'exploitation capitaliste*», celle qui s'accumule à l'infini dans les poches du fameux 1% qui, croit-on, dirige le monde. Voilà le *tabou structurel*, par quoi une domination, soutenue par le déni d'une exploitation, se trouve occultée.

Cela ne signifie pas que l'on met sur le même pied les compétents et les capitalistes. La charge des compétents est d'articuler des moyens adéquats à des fins qui se trouvent, dans le rapport de force sociale, définies comme utiles. Ce qui est utile aux capitalistes, c'est la plus-value. Mais les capitalistes ne sont pas seuls demandeurs au monde. Ils sont entre eux en rapport de concurrence sur le marché pour l'accumulation de plus-value. Les compétents sont entre eux en compétition dans l'organisation, pour l'accumulation de «la gloire», la reconnaissance de leurs compétences, qui est le principe de leur pouvoir. *Ils ne produisent pas pour le profit, ils produisent pour produire*. Pour produire des valeurs d'usage. Mais lesquelles? Et pour qui? Vaste sujet.

Je me limiterai au fait qu'ils n'exercent leur pouvoir de *direction* qu'en *s'expliquant*, et donc toujours en s'exposant. Et qu'en cela ils se distinguent des capitalistes. Ils sont donc dans une moindre distance par rapport au commun du peuple. Ils se situent plutôt dans un rapport de continuum. Par ailleurs, leur pouvoir s'exerce dans des institutions, pensons aux écoles, aux hôpitaux, etc., dont l'invention et la promotion ne sont pas le fait du capital, mais répondent à des exigences populaires qui se sont affirmées dans des luttes séculaires.

S'il est vrai que la classe dominante comporte ainsi un double pôle, celui des capitalistes et celui des compétents, il s'en déduira que la lutte moderne de classe ne se déroule pas simplement sous la forme d'un *duel* entre une classe dominante et une classe populaire, mais qu'elle a aussi un caractère *triangulaire*. Elle est à comprendre comme un «*duel triangulaire*», qui se joue entre deux *classes*, mais entre trois *forces* sociales. Voilà du reste ce que les marxistes ont régulièrement fort bien compris et pratiqué, surtout dans les grands moments révolutionnaires, mais sans pourtant le théoriser, sinon de manière euphémique. *De quoi en effet le marxisme est-il le nom?* Sinon d'une possible alliance entre les compétents et le peuple? Et si quelque chose, dans cette affaire, demeure tabou, c'est parce que cette alliance possible reste néanmoins toujours sous le coup d'une sourde violence, que les compétents voudraient ignorer. Et qu'il convient pourtant que le peuple mette au clair.

J'en viens donc maintenant au «commun du peuple».

C'est-à-dire à la classe que j'appelle «fondamentale», ou classe «populaire». Celle des sans-privileges. Qui n'ont pas de privilèges de propriété sur le marché, ni de privilège de compétence dans l'organisation. Cela ne veut pas dire qu'ils soient sans pouvoir. Ils ont au contraire

un grand pouvoir social et un grand savoir, qui se manifestent dans toutes les œuvres de civilisation propres à la société moderne. Ils ont en effet acquis, et de haute lutte, une certaine emprise sur le marché et sur l'organisation. C'est en ces termes, que selon moi, il faut étudier les luttes politiques, syndicales, et associatives. C'est-à-dire d'une part, en comprenant que les luttes de classe sont toujours des luttes portant sur ces deux *facteurs* de classe, qui se combinent dans le *rapport* moderne de classe. Et en comprenant aussi qu'il n'y a pas de « classe moyenne », mais une classe dominante à deux pôles, qui ne peut dominer que parce qu'elle est aussi *dirigeante*.

En face d'elle, la classe fondamentale, la «classe populaire» au singulier, doit faire son unité. Et cela en dépit de ses divisions, qui sont de deux sortes. D'une part, en diverses «frac-tions», selon qu'on se trouve défini davantage par des rapports de marché ou des rapports d'organisation. Et, d'autre part, en diverses «strates », qui tiennent à ce que certaines couches ont pu accumuler des *acquis* en matière d'emprise sur le marché et d'emprise sur l'organisa-tion, alors que d'autres en sont plus dépourvues. D'où il résulte que la classe populaire tend, aujourd'hui, devant la montée en puissance du néolibéralisme, à se diviser en un peuple A, assez organisé pour maintenir ses acquis, et un peuple B, pulvérisé, dans lequel on trouve le plus grand nombre de femmes, d'étrangers ou supposés tels et de jeunes, qui s'en trouve dépouillés. C'est là, très abstraitement évoquée, la grammaire requise pour comprendre les luttes modernes de classe.

Conclusion.

Si la structure de classe s'analyse en ces termes, la classe populaire se trouve devant un double impératif stratégique. Travailler à faire *l'unité* entre peuple A et peuple B. Et, à partir de cette position de force, s'engager dans le duel *triangulaire*, où se pose la question de *l'alliance* aux compétents en vue de parvenir à l'hégémonie.

En d'autres termes, nous sommes maintenant en mesure d'énoncer *l'axiome stratégique du commun du peuple*. Maîtriser le marché par l'organisation; et maîtriser l'organisation par la démocratie. Ou encore, maîtriser les capitalistes par l'alliance aux compétents; et maîtriser les compétents par une emprise démocratique.

## Deuxième partie. Le Système-monde et le tabou de la nation

Partons de l'État-nation.

Commençons par l'État. L'État, compris, dans la perspective de Marx, comme un rapport social, est le rapport politique entre les classes. «L'Appareil d'État», au sens ordinaire du terme, désigne l'ensemble des institutions dans lesquelles s'exerce un pouvoir d'État: parlement, tribunaux, armée, police, administration. L'Appareil d'État ne se confond donc pas avec l'État au sens de Marx. Il constitue *l'enjeu* de l'affrontement au sein du rapport d'État: un

affrontement qui va déterminer quelle en sera la teneur. L'apport de Gramsci et d'Althusser est d'avoir montré que cet Appareil d'État prend ses racines dans un ensemble d'«appareils d'État» – écrire au pluriel et en minuscules – qu'il faut comprendre, si l'on veut donner sa vraie portée à ce concept, comme l'ensemble des entités économiques et sociales, publiques ou privées, constitutives d'un espace national, en tant qu'elles sont le lieu de la confrontation politique. C'est dans cette bataille générale que va s'établir un «régime d'hégémonie».

L'institution parlementaire constitue un point de repère dans cette bataille générale. On s'attendrait – et c'est plus ou moins ce que le marxisme commun laisse attendre – que l'on trouve à droite les représentants de la classe dominante et à gauche ceux du peuple. En réalité, ce clivage se construit d'abord entre les deux pôles de classe dominante. Pour schématiser à l'extrême, à droite siège le parti-capitaliste et à gauche le parti-compétent. Bien sûr ils sont interpénètrent de multiples façons ; et bien d'autres facteurs interviennent dans cet éventail. Quant au commun du peuple, sa place est également à gauche, pour les raisons que j'ai dites. Si bien qu'il y'a structurellement deux gauches. Une gauche «compétente», élitare. Et une gauche populaire. Mais il y a bien aussi un affrontement entre une droite et une gauche. Tel est le contexte stratégique qui s'impose à une politique du commun du peuple.

Par «régime d'hégémonie», j'entends la relation entre les *trois forces sociales primaires*: deux forces distinctes en haut en haut, puisque la classe dominante comporte deux pôles, et une en bas, la classe fondamentale. Dans l'Ancien Régime, comme l'a montré Foucault, c'est le pôle des compétents qui avait la prévalence, jusqu'à ce que le pôle capitaliste finisse par l'emporter sur lui, dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Le Régime Bourgeois, qui est né de leur alliance, inégale, dominant le commun du peuple, s'est maintenu jusqu'aux années 30 du XX<sup>e</sup> siècle, où commence, dans les grands pays du Centre notamment, un intermède significatif : le Régime d'État social, marqué par une alliance du peuple et des compétents. Ce régime s'est lui-même effondré au tournant des années 70-80, quand se sont affaissés, en même temps que les frontières, les espaces économiques nationaux dans lesquels s'était forgée cette alliance. Le Régime Néolibéral qui s'est établi à partir de là ne marque pas seulement un changement de *régime* d'hégémonie, avec le retour en force du pouvoir-capital, sous la forme du capital financier, qui s'est asservi le pouvoir compétent. Il marque aussi l'entrée dans une nouvelle *époque* des temps modernes, où l'on voit apparaître, au-delà du Système-monde, l'inquiétante figure d'un *État-monde*.

Mais commençons par de l'État-nation. Marx a parfaitement élaboré le concept de structure de classe, comme l'articulation d'une infrastructure dite économique et d'une *superstructure* dite politique, juridico-étatique. S'il en est ainsi, quand il parle de structure de classe, il parle toujours de structure *de classe et d'État*. C'est là une abstraction, un concept. Mais ce



concept renvoie à un objet concret, qui ne peut exister que sur un territoire défini. La structure moderne de classe existe ainsi dans l'État-*nation*. Elle ne s'y trouve pas enfermée. C'est l'autre aspect du problème, à considérer en second lieu. Car c'est dans l'État-*nation* que s'affirme la *superstructure* qu'implique une infrastructure capitaliste. L'État-*nation*, en tant qu'entité moderne, s'établit sur un *territoire* défini. C'est le point que Marx n'a pas parfaitement élucidé. Il a théorisé la question de *l'appropriation des moyens de production par une classe*. Mais il n'a pas théorisé au même point *l'appropriation d'un territoire par une communauté*, qui est pourtant l'autre dimension de la «forme moderne de société». Dans les sociétés antérieures, il s'agissait pour les États, à l'aide de leurs Appareils d'État, de contrôler des *populations*, autochtones ou périphériques. Dans les sociétés modernes, il s'agit de l'appropriation de *territoires*. La *modernité* apparaît quand le marché et l'organisation en viennent à prédominer comme forme productive en s'articulant sous l'égide d'un État *territorial*. Or un tel processus historique suppose qu'une *communauté nationale* en vienne à déclarer « ceci est à nous », c'est notre territoire. Et que cette communauté manifeste cette prétention en organisant l'occupation exclusive et la défense militaire de ce territoire. Quant à ce que l'on peut désigner comme la modernité *politique*, celle par laquelle le peuple s'empare de la politique, elle émerge à mesure que le commun du peuple s'implique dans cette prétention collective : dans cette prétention en elle-même *arbitraire*, selon laquelle on déclare « cette terre est à nous », c'est notre patrie, propriété éminente de la nation tout entière. À compter de ce moment, le commun du peuple commence aussi à faire entendre que l'objet de cette commune *propriété éminente* est d'assurer la vie, la prospérité et l'identité de tous les compatriotes. Il acquiert dès lors un certain pouvoir de contraindre en ce sens les dominants. Les habitants du territoire, devenus « compatriotes », commencent à *aimer* leur patrie. Nouvel affect. Nous aimons notre patrie, parce qu'elle est « à nous ». Elle est faite pour nous. Nous l'aimons d'un amour *violent*, parce qu'elle n'est à personne d'autre. Et nous en donnons la preuve en consacrant 5 à 10 % du budget national au projet d'interdire les intrus et d'exterminer les envahisseurs éventuels. Au commencement n'est donc pas, pour reprendre un concept de Freud, *le meurtre du père*, mais *le meurtre du frère*, soigneusement et constamment fomenté dans toutes nos têtes. Ou plutôt le meurtre du *non-frère*, puisqu'à côté de la *liberté* et de *l'égalité*, qui appartiennent aux citoyens en tant qu'ils relèvent de *l'État*, figure nécessairement la *fraternité*, qui est la marque de la *Nation*, le propre des compatriotes, à *l'exclusion* des autres, parce qu'ainsi le veut l'institution de l'État-*nation* sur le sol singulier, et sacré, de la patrie. Le meurtre du non-frère, inhérent à la fondation de la nation moderne, voilà *l'autre tabou* que le marxisme n'a pas élucidé. *Le tabou de l'extermination*. On ne doit pas en parler, sinon par euphémisme. La préméditation du meurtre de l'étranger n'apparaît que sous la forme de l'amour de la patrie.

Ces *États-nations* n'existent ainsi que comme des éléments du *Système-monde*. Ils forment en ce sens un « système », soit une configuration d'une autre nature que la « structure ». J'insiste donc sur la pertinence épistémologique de ce couple primaire, *structure* de classe et *Système-monde*. L'appellation de «Système-monde» s'est imposé dans le vocabulaire théorique de l'analyse de la société globale, notamment à partir du moment où des marxistes sud-américains ont souligné que l'exploitation et la domination n'étaient pas seulement le fait de rapports de classe, mais aussi le rapport entre Centres et Périphéries. Le «Système des nations» est un concept qui relève au contraire de l'analyse commune du politique. Il ne désigne qu'un *aspect* des rapports de domination qui traversent le *Système-monde*. Mais c'est un aspect essentiel, qu'il faut intégrer conceptuellement dans une théorie marxiste de la forme moderne de société. On n'oubliera pas que si la lutte des classes fait des milliers de morts, la lutte entre les nations en fait des millions. La question est, en chaque cas, de savoir quelle est la nature du rapport entre ces deux registres.

Mais je ne parlerai pas ici du *Système-monde*. C'est l'une des questions les mieux connues du public marxiste, à partir de la problématique de l'impérialisme. Elle s'est trouvée relancée, dans les dernières décennies, par les théoriciens de l'Histoire Globale. Ce dont je voudrais parler, c'est de *l'autre* volet de la mondialité, qui concerne une configuration essentielle, celle de *l'État-monde*.

L'affaiblissement de l'État social, dans les années 70-80, la crise du socialisme, la déroute de ce qui s'appelait «communisme», le triomphe de l'individualisme sur les solidarités qui s'étaient mises en place dans l'après-guerre, la primauté de l'instant présent sur les projets à long terme, le doute à l'égard de toute possibilité de vérité, et de toute communication dans le vrai, la déconstruction de vieux schèmes philosophiques humanistes, tout cet ensemble hétéroclite et bariolé, traité de diverses façons, a pu porter le nom de «postmodernité». Les «maîtres à penser» auxquels on collait cette étiquette l'ont notoirement récusé comme vaguement suspecte. Il semble bien en effet que l'on puisse considérer ce terme comme significatif de la montée du néolibéralisme. Mais il n'est pas si facile de faire table rase du passé. Si l'on considère – et c'est là mon hypothèse – que la modernité est cette phase de l'humanité dans laquelle le marché et l'organisation (et les rapports de classe auxquels ils donnent lieu) s'articulent sous l'égide d'un État territorial, cadre des institutions où s'affrontent les cultures politiques modernes, ce processus ne s'est pas éteint. Il a seulement commencé à changer d'échelle, en se transposant sur le territoire *ultime*, qui est celui de la planète. Cela signifie que nous sommes entrés non pas dans une *postmodernité* mais dans une « *ultimodernité* ». Le néolibéralisme est donc le *régime d'hégémonie* qui s'est imposé, pour un temps, *sur le seuil* de cette *Ultimodernité*.

Bref, ce que nous voyons émerger aujourd'hui, c'est un État-monde-de-classe. Les ana-

lyses nécessaires pour s'assurer que cet État monde existe réellement portent évidemment sur deux points cruciaux. D'une part, l'existence de *classes sociales mondiales*. D'autre part, l'existence d'*appareils d'État mondiaux*, appareils d'État de l'État-monde de classe. Si l'on se représente, à la suite de Gramsci et d'Althusser que ces appareils d'État sont aussi bien des institutions privées que des institutions publiques, on ne s'étonnera pas que l'on puisse parler d'État-monde, lorsque l'Appareil d'État-monde par excellence, que représente l'ONU, est si faible. L'État-monde, en réalité, a d'autres facettes, telles que l'OMC, à laquelle toutes les grandes puissances ont adhéré, et dont il leur est difficile de se retirer. Et il existe à travers tout un ensemble d'institutions privées telles que des tribunaux d'arbitrage ou les bourses mondiales, etc.

Ces deux configurations, celle du Système-monde et celle de l'État-monde, s'entrelacent de multiples façons. C'est ainsi que l'ONU, figure de l'État-monde, ne peut intervenir pour y faire la police entre les États, doit faire appel aux forces armées de grandes puissances, lesquelles en tirent évidemment des bénéfices systémiques. Il travaille également à formater les institutions de l'État-monde dans le sens de leurs intérêts privés.

Mais ce n'est pas sur l'État-monde que je voudrais conclure, mais sur la *Nation-monde*, qui est son corrélat à l'ère de l'Ultimodernité. Tout comme la *nation* est le corrélat de *l'État* dans *l'État-nation*. Au terme de cette construction théorique, le concept de Nation-monde, en tant qu'elle constitue notre « patrie ultime », apparaît comme un concept rigoureusement nécessaire, mais qui reste à élucider. Et je n'irai pas au-delà de quelques propositions stratégiques qui me semblent découler des analyses que je vous ai proposées.

### Troisième partie. La nation-monde et le commun du peuple

#### I.

On avancera, en premier lieu, qu'il y a *identité de la lutte sociale et de la lutte écologique*. Si mon analyse est pertinente, la dérive écologique doit être rapportée aux logiques de la classe dominante. Il en découle une ligne politique pour le commun du peuple. D'une part, face à la logique du pouvoir-capital qui est de *produire pour le profit*, quelles qu'en soient les conséquences. D'autre part, à la logique du pouvoir-compétent, qui est de *produire pour produire*. D'une part donc, faire face à l'invention permanente de *nouveaux besoins artificiels et destructeurs* par les capitalistes. De l'autre, faire face à l'embrigadement vers de *nouveaux records* qui manifestent la gloire et assurent le pouvoir des compétents.

#### II.

On se heurte pourtant d'emblée à ce qui semble être *l'impuissance politique du commun du peuple*. Le commun du peuple est manifestement pris dans une mondialité économique. Mais

il ne semble jouir d'aucune mondialité politique. La production mondialisée est à chaque instant, pour chaque objet (pensons au Smartphone), l'effet de l'interaction d'une multitude de travaux de recherche, d'extraction, de fabrication, de transport qui se déroulent simultanément dans toutes les parties du monde. Elle engage un producteur mondialisé. Or il n'existe aucun parlement mondial, aucun parti *mondial*, aucun syndicat mondial. Mais seulement des institutions politiques *nationales*. Tel est donc *paradoxe* : au mieux, les producteurs-consommateurs *globaux* se trouvent réduits à la condition *provinciale* de citoyens purement *nationaux*. Au mieux...

### III.

À ce point, cependant, il faut rappeler ce que j'ai désigné comme *l'axiome stratégique du commun du peuple*, son principe d'alliance-lutte de classe. Si les capitalistes ne sont pas contrôlés, maîtrisés, par un pouvoir compétent, ils nous dirigent vers le chaos. Et si les compétents ne sont pas maîtrisés par un pouvoir populaire, ils ne conduisent vers des records de records.

### IV

Dans cette considération, pourtant, il pourrait sembler que l'heure soit venue d'un pouvoir universel des compétents. En effet, manifestement, *l'urgence* absolue est celle d'une *planification écologique*. On pourrait dès lors encore avancer que la tâche d'affronter à l'échelle monde la dérive écologique appartient plutôt aux compétents qu'au commun du peuple.

- 1) On est ainsi conduit à s'interroger sur ce qu'il en est du *parti écologique*. L'expression « parti écologique » est à prendre au sens général où l'on a précédemment parlé de « parti capitaliste », de « parti compétent » et de « parti populaire ». C'est là une tripartition structurelle du champ politique moderne. Qu'en est-il donc des partis écologiques ? Ils ont assez manifestement leur assise sociale dans le monde des compétents. Mais le propre de ce parti est que sa situation structurelle ne peut s'analyser qu'à l'échelle de l'État-monde et de la Nation-monde. Les écologistes appartiennent à une culture technique mondiale. Ils ont le loisir de penser à la fin des temps. On peut penser que c'est parmi eux que seront élaborées des solutions pratiques. Le capital tend à les *asservir*, mais il ne peut pas les *absorber*, car leur logique est d'une autre nature. Avec les technologies du capitalisme, ils peuvent faire aussi tout autre chose. S'organiser entre eux et s'imaginer prendre la tête d'une remise en ordre planétaire.
- 2) Il n'y a cependant aucune raison de penser que le cours de l'histoire conduise, comme spontanément, vers un nouveau régime d'hégémonie, marqué par une union entre le peuple et les compétents dans laquelle les compétents auraient la prévalence. On peut penser que la dérive écologique commence aujourd'hui à atteindre un degré de gravité si évident que les choses les plus compliquées pourraient devenir, comme c'est le cas

en temps de guerre, extrêmement simples, s'agissant de la question de vie ou de mort. On peut dès lors se représenter que, dans ces conditions, le peuple disposera des compétences essentielles, et des capacités d'intervention les plus puissantes.

## V

Par ailleurs, nous devons considérer la façon dont se construit l'État-monde néolibéral. Il se constitue *au sein de chaque État-nation*, à mesure que les capitalistes parviennent à se donner des constitutions néolibérales. Ce qui fait qu'en définitive nous sommes tous englobés dans la même constitution d'un État-monde néolibéral dont la règle est la loi du marché. En ce sens les thuriféraires néolibéraux des États-nations sont les vrais *citoyens de l'État-monde néolibéral*. Mais, si cela est vrai, l'inverse l'est aussi. C'est au sein de chaque nation par la lutte antilibérale que cette dérive peut se trouver enrayée. Les citoyens du monde ne sont pas les bouffeurs de kérosène qui participent aux grandes conférences internationales, ni même leurs opposants des forums altermondialistes. Ils sont, en chaque lieu, occupés à faire reculer la logique néolibérale.

## VI

Dans ces conditions, se pose nécessairement et immédiatement le problème d'une organisation politique du commun du peuple. Une organisation tournée vers l'alliance, et qui attirera certainement une part des compétents, ceux qui trouveront plus intéressant d'être avec le peuple (et bien sûr, si possible, à la tête du peuple plutôt qu'aux bottes des capitalistes. Cette situation ambiguë est classique depuis le début de ce que l'on a appelé le « mouvement ouvrier ». Mais on en connaît les déboires. Ils commencent par la prise du pouvoir de classe par les compétents. Et ils continuent, du fait de leur impuissance structurelle, par le retour en force du pouvoir capital. Si le commun du peuple veut prendre la barre du navire, il doit être capable d'une organisation qui échappe tant aux sortilèges bureaucratiques de la forme-parti qu'aux sortilèges charismatiques de la forme-mouvement, qui sont, les uns et les autres, de nature à mettre en avant le pouvoir compétent. Il n'est d'autre façon d'y échapper que de s'engager sous une forme politique *associative* à partir de *collectifs* ancrés à la base et qui s'arrogent un pouvoir qu'ils feront remonter au sommet. Et cela d'abord dans les espaces locaux et nationaux, parce que c'est à partir de là que les espaces mondiaux pourront être atteints.

## VII

Mais l'espace national n'est pas non plus la mesure de l'homme. Il s'agit ici, à l'échelle mondiale, de lutter contre « produire pour le profit » et contre « produire pour produire ». Produire pour une vie bonne et raisonnable. Cette ambition relève d'une autre culture et d'un autre affect

que l'affect que l'amour de la nation. Le territoire national est un bien commun. La planète est à nous sans doute, à nous tous, c'est notre ultime patrie. Mais elle n'est pas *nôtre*. Elle est en partage entre les vivants. Et ce partage est notre vie même, nous autres de l'espèce humaine. La résistance aux puissances destructrices de la domination ne peut donc se fonder que sur *l'amour de la nation-monde*. Une nation qui n'a pas d'ennemis, mais seulement des partenaires. L'urgence centrale de la planification est une urgence à trouver son bonheur dans la lenteur, l'économie des moyens, l'amour du *végétal*, qui fait le lien, qui assure le métabolisme, pour reprendre l'expression de Marx, entre *l'animal* que nous sommes et le *minéral* dont nous sommes issus et auquel nous retournons.

## **SOBRE O AUTOR:**

**Jacques Bidet**

Filósofo. Professor emérito da Universidade de Paris X. Diretor honorário da revista *Actuel Marx*. Dentre suas últimas publicações, destacam-se: *Foucault avec Marx* (2014), *Le néolibéralisme: un autre grand récit* (2016), *Eux et Nous: une alternative au populisme de gauche?* (2018).

**DESC**  
DIREITO, ECONOMIA &  
SOCIEDADE CONTEMPORÂNEA